



Direction régionale de l'industrie,
de la recherche et de l'environnement
de Haute-Normandie



Saint Etienne du Rouvray, le 5 novembre 2007

21, avenue de la porte des champs
76036 ROUEN CEDEX
Subdivision territoriale 3

Affaire suivie par Patrice CHEMIN

Téléphone : 02.32.91.97.65

Télécopie : 02.32.91.97.97

Mél. : patrice.chemin@industrie.gouv.fr

S:\Entreprises-Te3\ DANONE Ferrieres en Bray\AP (rapports au CDH et projets de prescriptions)\2006\gsrd.2006.08.767 CDH-danone.doc

Réf :gsrd.2006.08.767 PaC-BV

RAPPORT AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT, DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

Installation Classée

DANONE

Usine de FERRIERES EN BRAY

Route de Savigny

76220 FERRIERES EN BRAY

N° SIRET : 672.039.971.00276

Conformément à l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 auquel la société DANONE, usine de FERRIERES EN BRAY est soumise, l'exploitant a remis le 7 avril 2006 à l'administration un bilan sur le fonctionnement de ses installations et ses impacts depuis l'origine de l'établissement en 1850 à nos jours, l'accent étant mis sur les 10 dernières années.

L'examen de ce bilan nous conduit à proposer une actualisation des prescriptions qui réglementent le site. Nous présentons dans ce rapport les motivations qui fondent les ajustements prévus.

1 – Situation administrative

Les activités exercées sont réglementées principalement par un arrêté préfectoral complémentaire en date du 27 février 2002 qui liste les différentes rubriques de classement et les capacités autorisées. Certaines activités ont été abandonnées (comme la production de jus de fruits) ou réduites en volume. Ses changements sont présentés en gras dans le tableau suivant :

Rubrique	Activité	Arrêté préfectoral du 27/02/2002		Situation actuelle	
		Niveau d'activité	Régime de classement	Niveau d'activité	Régime de classement
1136-B-b	Emploi d'ammoniac	17 tonnes	A	1,48	D
2220-1	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale	300 t/j de jus et fruits	A	0	NC
2230-1	Réception et stockage du lait	1 000 000 l/j	A	1 000 000 l/j	A
2253-1	Préparation et conditionnement de boissons	300 000 l/j	A	0	NC
2920-1-a)	Compression de fluides inflammables	1 059 kW	A	3 800 kW	A
2920-1-a)	Compression de fluides non-inflammables	1 075 kW	A	884 kW	A
2661-1-a)	Thermoformage de matières plastiques	25,7 t/j	A	15 t/j	A
2910-A-2	Combustion	19,155 MW	D	19,155 MW	D (juin 2006)
1200-2-c)	Combustibles	12 tonnes (détergents alcalins et organochlorés)	D	20 tonnes	D
1220-3	Emploi ou stockage d'oxygène	11,4 tonnes	D	0	NC
1430	Liquides inflammables	Ceq = 21,08 m ³	D	Ceq = 30 m ³	D
1510	Entrepôts couverts de stockage de combustibles	25 550 m ³	D	25 550 m ³	D
1530-2	Dépôts de papier, carton, matériaux	5 390 m ³	D	5 390 m ³	D
2662-b)	Stockage de matières plastiques	580 m ³	D	580 m ³	D
2925	Charge d'accumulateurs	34,5 kW	D	34,5 Kw	D
2930-b)	Réparation de véhicules	600 m ²	D	600 m ²	D
1434	Distribution de liquides inflammables	Ceq = 21,08 m ³ /h	NC	Ceq = 21,08 m ³ /h	NC
1611	Acide nitrique à plus de 25%, acide chlorhydrique à plus de 20%	4 000 l	NC	25 m ³ d'acide nitrique soit 35 tonnes	NC
1630	Soude ou potasse caustique	33 t soit 25 m ³	NC	33 t soit 25 m ³	NC

Rubrique	Activité	Arrêté préfectoral du 27/02/2002		Situation actuelle	
		Niveau d'activité	Régime de classement	Niveau d'activité	Régime de classement
2160	Silos de produits alimentaires	65 t de lait 65 t de sucre	NC	100 m ³ de lait 100 m ³ de sucre	NC
2260	Broyage de substances végétales ou de produits organiques naturels	37,5 kW	NC	37,5 kW	NC
2921	Tours aéroréfrigérantes	3 245 kW en circuit fermé	D (récépissé de déclaration du 29 avril 2005)	4 186 kW en circuit fermé 6 280 kW en circuit ouvert	A
2564	Fontaines à solvant	Rubrique nouvelle		400 l de solvant non-chloré	D

La réduction de la quantité d'ammoniac présente dans l'installation de production de froid a été actée par un arrêté préfectoral complémentaire daté du 24 septembre 2003 qui a notamment sensiblement modifié les zones de dangers définies autour de l'installation :

	Z1	Z2
Avec 17 t d'ammoniac	100 m	350 m
Avec 1,465 t d'ammoniac	Zone circonscrite à l'intérieur des limites de propriété	210 m

Pour ce qui concerne les installations de combustion, DANONE précise que le site dispose des installations suivantes :

Une chaufferie principale comprenant deux chaudières fuel lourd de 10 t/h et une chaudière fuel lourd 12 t/h à 14 bars (soit une puissance totale installée de 22,4 MW pour la chaufferie), une chaudière fuel domestique pour l'atelier (595 kW) et une chaudière gaz naturel dans le bâtiment restaurant d'entreprise et direction lait (45 kW). L'arrêté préfectoral mentionnait une puissance installée totale de 19,155 MW (régime de la déclaration). Cela est dû au fait que l'une des chaudières de 10 t/h avait été déclarée en installation de secours. Cependant, l'arrêté ministériel du 30 juillet 2003 relatif aux chaudières présentes dans des installations existantes de combustion d'une puissance supérieure à 20 MWth (arrêté ministériel paru après l'arrêté préfectoral mais applicable aux installations existantes) précise que la puissance totale de combustion à considérer est la somme des puissances installées sauf si ces installations sont dans l'impossibilité technique de fonctionner simultanément.

Bien que cela ne se produise pas dans la pratique du fait des besoins du procédé, le fonctionnement en simultané des chaudières était techniquement possible jusqu'en juin 2006, date à laquelle DANONE a installé un dispositif empêchant la mise en marche simultanée des trois chaudières.

2 – impact des installations

2.1 - rejets atmosphériques

Pour les besoins du bilan de fonctionnement une campagne de mesure des émissions atmosphériques a été réalisée en mars 2006. Elle montre un dépassement les valeurs limites définies pour les chaudières fuel.

Paramètre	Unité	Limite arrêté préfectoral	Limite arrêté 25/07/1997	Générateur 1	Générateur 2	Générateur 3
Débit des fumées	Nm ³ /h			3 600	4 100	7 300
Concentration en SO ₂	mg/Nm ³	3 400	1 700	1 710	1 550	1 730
Concentration en Nox	mg/Nm ³	500	550	540	620	620
Concentration en poussières	mg/Nm ³	100	100	17	23	53

DANONE prévoit de remplacer en 2007 sa principale chaudière fuel par une installation alimentée au gaz naturel.

2.2 – impacts sanitaires

Cette décision est renforcée par les conclusions de l'étude d'impact sanitaire réalisée à cette occasion. Elle montre un risque lié au générateur 3 juste au-dessus du seuil limite en prenant en compte des hypothèses majorantes notamment en ce qui concerne la direction du vent sensé toujours orienté vers la population cible d'un secteur résidentiel présent dans les 418 mètres autour du site.

2.3 – rejets dans l'Auchy

Pour ce qui concerne les rejets dans l'eau, les valeurs limites de rejet des effluents dans l'Auchy sont respectées en moyenne en 2005. Un taux de conformité de 91% tous polluants confondus est mesuré par l'autosurveillance (nombre de jour de dépassement sur l'année). Un suivi milieu est assuré chaque année au moyen de l'IBGN.

3 - Échéancier de réalisations

L'arrêté préfectoral du 27 février 2002 comportait un échéancier de travaux à effectuer. Le dossier présente les réalisations correspondantes et explique les écarts suivants.

- **échéance 27 février 2004** : le rejet des eaux aurait dû être effectué dans l'Epte par l'intermédiaire d'une canalisation. Le projet avait été envisagé sur la base d'une production portée à 150 000 tonnes/an qui aurait conduit à un volume rejeté de 3 200 m³/j non compatible avec les critères de qualité de l'Auchy. Cette production n'a jamais été atteinte par le site (108 483 tonnes en

2005) et des réductions de consommation d'eau (ratio de 8 m³/t diminué à 5,5 m³/t) permettent de respecter les objectifs fixés pour l'Auchy (2 500 m³/j).

De plus, l'investissement correspondant serait de l'ordre de 245 k€, un montant conséquent et une réalisation complexe en terme d'autorisation à obtenir auprès de la SNCF et de la DDE pour la traversée de voies.

- **échéance 27 août 2003** : l'arrêté prévoit que les cuves de fuel soient déplacées afin de les sortir de la zone d'effet domino avec les installations de production de froid qui contenaient alors plus de 17 tonnes d'NH₃.

Depuis les équipements de production de froid ont été remplacés conformément à une échéance de l'arrêté et la quantité d'NH₃ a été ramenée à 1,48 tonnes rendant la prescription obsolète.

- **échéance 27 mai 2002** portant sur des mesures constructives de cloisonnement par des murs coupe-feu 2 heures.

Les recoupements en cartons de désenfumages sont réalisés. En revanche deux cloisons n'ont pas été renforcées dans leur degré coupe-feu. Le laboratoire n'est pas séparé des locaux administratifs par une paroi de degré coupe-feu 2 heures. De même un local où sont stockés des huiles demeure séparé du magasin des pièces détachées par une paroi MO non coupe-feu 2 heures.

En remplacement, un affichage de sécurité et des mesures pour faciliter l'évacuation des locaux en cas de sinistre est mis en place.

4 - Meilleures technologies disponibles

L'exploitant a fourni un important travail d'analyse des performances de ces installations par rapport aux meilleures technologies disponibles (le document BREF étant paru en janvier 2006). Sur 117 technologies applicables à son activité, DANONE met en œuvre 108 de ces meilleures technologies.

Les écarts sont commentés ci-après :

- « Contrôle des niveaux de bruit (MTD 5.I – 3). Nos installations de refroidissements n'ont pas été sélectionnées en fonction de leurs caractéristiques sonores et leur exploitation ne permettent pas de respecter les limites sonores. Elles ne peuvent cependant être isolées phoniquement et nous n'avons pas connaissance de plaintes liées à leur fonctionnement.
- Règles de circulation visant à prévenir le bruit (MTD 5.I – 17). Depuis 1983, date de la construction de la nouvelle usine, nous n'avons pas modifié le plan de circulation. A cette date, l'entrée des camions avait été éloignée des habitations, ce qui est toujours le cas aujourd'hui. Il n'y a pas de règle de limitation de vitesse ou de l'usage des klaxons

cependant aucune dérive n'a été observée. Il n'y a pas de croisement majeur de flux. En 2006, nous refaisons la chaussée pour limiter les à-coups sur les camions (85 k€).

- Utilisation de détecteurs automatiques (T, pH, niveau, etc...) tout au long du process et pour les installations techniques (MTD 5.1 – 19). Dans notre process, entre la réception du lait et l'envoi du produit fini, environ 10 contrôles de température sont effectués qui conditionnent le déclenchement d'alertes. Notre STEP est équipée de sonde pH et débit. Des analyses de MES et DCO sont effectuées tous les jours. Nos cuves sont équipées de lecture de niveau sauf celles d'acide, de soude et de fuel lourd. Nous connaissons cependant les quantités stockées par suivi des commandes et consommations.
- Mise en place de siphons et grilles sur les regards pour éviter l'entrée de matières solides dans les réseaux (MTD 5.1.3 – 2). Des siphons sont présents dans les ateliers sauf au conditionnement où ils ont été enlevés car ils se bouchaient trop souvent. Il existe cependant en entrée de STEP un dégrilleur retenant les composés solides. Les tamis rotatifs du dégrilleur seront d'ailleurs changés prochainement car ceux ci arrivent en fin de vie.
- Pistolets automatiques sur les tuyaux de distribution d'eau (MTD 5.1.3 – 2). L'ensemble de nos tuyaux de nettoyage ne sont pas équipés de pistolets automatiques. Cependant, nos employés sont sensibilisés et ne laissent pas couler l'eau inutilement.
- Aspiration d'air froid pour les compresseurs à air pour améliorer le rendement énergétique (MTD 5.1.4 – 12.2). Nos compresseurs se situent dans le local énergie et en aspirent l'air ambiant. Nous sommes cependant en cours de changement de ces compresseurs et nous sommes équipés de compresseurs à puissance variable pour diminuer notre consommation d'énergie. Nous avons également préféré mettre ces compresseurs dans le bâtiment énergie et non à l'extérieur pour diminuer leur impact sonore.
- Dispositif de cogénération (MTD 5.1.4 – 10.1). Nous n'avons pas de dispositif de cogénération sur le site, les chaudières ne produisent que de la chaleur et l'électricité nous est fournie par EDF. Le BREF recommande en particulier ce type d'équipement pour les procédés hautement consommateurs de chaleur (ex : fabrication de lait en poudre). Notre consommation d'énergie a d'ores et déjà diminué de 7%. Nos objectifs de rentabilité vis à vis du groupe DANONE ne nous permettrait pas de mettre en œuvre ce type de technologie. Nous n'avons par ailleurs pas connaissance de dispositifs de cogénération sur d'autres sites du groupe.
- Lors du traitement des eaux usées, utiliser le méthane produit pendant la phase anaérobie pour produire de la chaleur ou de l'énergie (MTD 5.1.6 – 8). Nous n'avons pas de récupération du CH₄ produit et la mise en place d'un équipement de récupération de ce gaz pour génération de chaleur ou d'énergie aurait une durée d'amortissement incompatible avec les critères du groupe. Nous disposons par ailleurs d'un clarificateur en sortie du bassin d'aération.

- Analyser les accidents et presque accidents et mettre en place un système documentaire (MTD 5.1.7 – 6). Nous avons un système de fiche accident environnement, principalement utilisé pour les rejets STEP ou accident de dépotage. Nous n'avons pas de système de suivi de nos presque accidents mais cela pourra être inclus dans les évolutions de notre système ISO 14 001 ».

Les propositions de mise en œuvre s'imposent à de rares cas. En particulier la mise en place d'un équipement de cogénération de chaleur et d'électricité n'apparaît pas opportun au regard de la puissance appelée par les installations.

Le groupe Danone a prévu d'ici la fin de l'année 2008 d'augmenter la capacité de production du site notamment en transférant à Ferrière en Bray les productions de Neufchatel-en-Bray. Ce projet est soumis à autorisation préfectorale et dans ce contexte le Groupe Danone devra réexaminer les conditions de fonctionnement notamment pour tout ce qui touche aux conditions d'utilisation énergétique.

En revanche, la mise en place de pistolets automatiques (MTD 5.1.3) sur laquelle l'exploitant ne propose pas de mesure d'accompagnement paraît peu onéreuse à réaliser c'est pourquoi nous proposons de reprendre ce point dans les prescriptions jointes au présent rapport.

5 - Mesures additionnelles

En dernier lieu l'exploitant précise des mesures envisagées pour les années à venir afin de supprimer ou limiter les inconvénients de l'installation :

- étude d'un bassin de confinement des eaux incendie et eaux pluviales polluées,
- inspection des réseaux eaux pluviales,
- poursuite des chantiers de réduction des pertes matières au process et conditionnement,
- sensibilisation du personnel à l'environnement.

A noter que plus de 2,3 M€ ont été investi dans l'environnement depuis 2000 et que le site de FERRIERES a obtenu la certification ISO 14.001 en mars 2006.

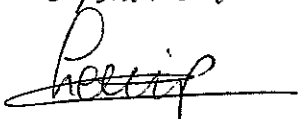
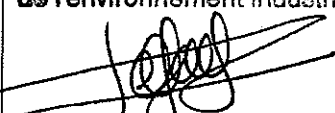
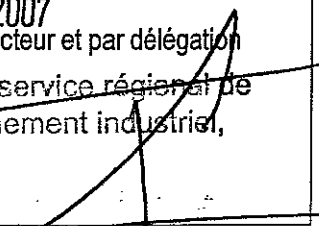
6 - Propositions :

Nous proposons par l'arrêté complémentaire dont un projet est joint au présent rapport de réviser la liste des rubriques de classement pour tenir compte des évolutions de la nomenclature et des arrêts ou modification d'installations.

Les propositions formulées par l'exploitant sont également reprises notamment celle relative au changement de la chaudière principale qui fonctionnant au gaz va réduire l'impact sanitaire présenté par les gaz de combustion du fuel lourd utilisé.

Il convient de noter qu'un projet d'augmentation de capacité est en préparation. Soumis à une nouvelle autorisation préfectorale, une étude d'impact devra être réalisée et le recours aux meilleures technologies disponibles de nouveau étudié.

Nous proposons en conclusion aux membres du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques d'émettre un avis favorable au texte joint qui finalise le bilan décennal remis par la société DANONE SAS pour son site de FERRIERES EN BRAY.

<p>Rédacteur</p> <p>Le 5/11/07</p>  <p>Patrice CHEMIN</p>	<p>Vérificateur</p> <p>Le 17/11</p> <p>L'adjoint au chef du service régional de l'environnement industriel,</p>  <p>Christian LEGRAND</p>	<p>Adopté et transmis à monsieur le préfet de Seine-Maritime,</p> <p>Le 15 NOV. 2007</p> <p>Pour le directeur et par délégation Le chef du service régional de l'environnement industriel,</p>  <p>Arnaud TOMASI</p>
--	--	---

**Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral
en date du**

**Société DANONE
Route de Savignies
76220 Ferrières-en-Bray**

N° SIRET 672.039.971.00276

Prescriptions complémentaires

OBJET

1. La société anonyme DANONE, dont le siège social est 150 boulevard Victor à SAINT-OUEN (93), est autorisée à poursuivre les activités qu'elle exerce dans son établissement sis route de Savignies à FERRIERES-EN-BRAY, sous réserve du respect des prescriptions complémentaires qui suivent.

CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

Liste des installations classées pour la protection de l'environnement

2. Les activités réglementées sont désignées dans le tableau ci-dessous :

N° de Rubrique	Activités	Seuil	Capacité	Régime
2230.1	Réception et stockage de lait	La capacité journalière de traitement exprimée en litre de lai ou équivalent lait étant supérieure à 70 000 l	1.000.000 l	A
2920.1.a	Compression	de fluide inflammable ou toxique, la puissance étant supérieure à 300 kW	3 800 kW	A
2920.2.1	Compression	de fluide non toxique, la puissance étant supérieure à 500 kW	884 kW	A
2661.1.a	Matières plastiques	Thermoformage, la quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 10 t/j	25,7 t/j	A
2921.1.a	Refroidissement par dispersion d'eau	Lorsque l'installation n'est pas de type circuit primaire fermé, la puissance thermique évacuée étant supérieure ou égale à 2 000 kW	2 tours 4 420 kW 1 tour 1 860 kW Total : 6 280 kW	A

N° de Rubrique	Activités	Seuil	Capacité	Régime
1136.B.c	Emploi d'ammoniac	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	1,48 t	D
1200.2.c	Stockage ou emploi de comburants	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 2 t mais inférieure à 50 t	20 t détergents alcalins et organochlorés	D
1432.2.b	Liquide inflammable	Stockage en réservoir manufacturé, représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ mais inférieure ou égale à 100 m ³	C éq. = 30 m ³	D
1510.2	Entrepôt couvert	Stockage de matières combustibles, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5000 m ³ mais inférieur à 50.000 m ³	25.550 m ³	D
1530.2	Dépôt de papier, carton, matériaux	La quantité stockée étant supérieure à 1000 m ³ mais inférieure à 10 000 m ³	5 390 m ³	D
2662. b	Matières plastiques	Stockage, le volume étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	580 m ³	D
2564.3	Dégraissage	Par des procédés utilisant des solvants organiques	2 fontaines de 200 l	D
2910.A.2	Combustion	Installations consommant seul ou en mélange du gaz naturel, du fuel domestique ou du fuel lourd, la puissance thermique maximale des installations étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20 MW	1 chaud. 12 t/h vapeur 2 chaud. 10 t/h vapeur puissance: 19,155 kW	D
2921.2	Refroidissement par dispersion d'eau	Lorsque l'installation est de type circuit primaire fermé	1 x 1 941 kW 2 x 3 245 kW	D
2925	Charge d'accumulateurs	La puissance maximum de courant continu pour cette opération étant supérieure à 10 kW	34,5 kW	D

Arrêtés types

3. Les prescriptions du paragraphe 2.6 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2002 sont remplacées par le paragraphe suivant :

Les installations relevant des rubriques :

- 1136.B.c : emploi d'ammoniac
- 1200.2.c : emploi ou stockage de substances ou préparations comburantes
- 1432.2.b : stockage de liquides inflammables
- 1510.2 : stockage de matières produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des entrepôts couverts
- 1530.2 : dépôts de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues
- 2662. b : stockage de matières polymères telles que plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques
- 2910.A.2 : installations de combustion
- 2921 : refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air
- 2925 : ateliers de charge d'accumulateurs

doivent être aménagées et exploitées conformément aux prescriptions générales édictées dans les arrêtés types correspondants, sauf dispositions contraires reprises dans le présent arrêté.

Limitation de la consommation d'eau

4. L'exploitant limite la consommation d'eau notamment lors des opérations de nettoyage des sols. Avant la fin du mois de février 2008 il met en place sur l'ensemble des tuyaux de nettoyage dont il dispose des dispositifs d'arrêt automatique.

Rejets eaux résiduaires – eaux polluées

5. Les dispositions relatives à l'obligation de diriger le rejet dans la rivière EPTE sont supprimées. Les valeurs limites de rejet sont fixées au regard du milieu récepteur AUCHY/ EPTE retenues par l'exploitant selon les valeurs définies respectivement au paragraphe 3.1.14.3.1 – dans la rivière AUCHY – ou au paragraphe 3.1.14.3.2 dans la rivière EPTE.

Déchets

6. Les dispositions des paragraphes 3.2.5 à 3.2.7 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2002 sont remplacées par le paragraphe suivant :

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets produits par son établissement. Pour les déchets dangereux produits, un bilan est transmis annuellement selon les modalités définies par l'arrêté ministériel du 20 décembre 2005 relatif à la déclaration annuelle à l'administration, pris en application des articles 3 et 5 du décret n° 2005.635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets.

Prévention de la pollution de l'air

Conception des installations

7. Les dispositions du paragraphe 3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2002 sont remplacées par le paragraphe suivant :

Les installations sont conçues, équipées et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère. La mise en œuvre de recyclages, de techniques permettant la récupération de sous-produits ou de polluants est privilégiée. Par ailleurs, toutes dispositions sont prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion.

La puissance thermique maximale fonctionnant simultanément est limitée à 19,155 MW. Pour ce faire, un dispositif empêchant le fonctionnement simultané des chaudières présentes en chaufferie est installé dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté.

L'exploitant recherche par tout moyen, notamment à l'occasion d'opérations d'entretien ou de remplacement de matériels à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère.

En particulier, l'exploitant transmettra sous un mois suivant la notification du présent arrêté à l'inspection des installations classées la justification des mesures prises ou envisagées pour supprimer le risque sanitaire présenté par les activités exercées et précisant la liste des mesures adoptées de réduction des émissions ou de substitutions de produits. Ces mesures devront être effectives au plus tard dans les trois mois suivants.

Avant la fin du mois de mars 2008, l'exploitant remet une mise à jour de l'étude des impacts sanitaires. Une quantification et une modélisation de la dispersion atmosphérique de molécules utilisées sur le site doivent être fournies en appliquant un choix de traceurs pertinents et des valeurs toxicologiques de référence adéquates au regard des émissions concernées et du type de toxicité correspondant aux traceurs sélectionnés.

Les mesures de réductions étudiées portent a minima sur la chaudière 12t/h et la substitution du fuel lourd utilisé en chaufferie par un combustible de remplacement.

Rejet et surveillance des installations de combustion

8. Les valeurs limites définies pour les émissions atmosphériques issues de la chaufferie et le modalités de surveillance des chaudières sont définies par l'arrêté type 2910 en remplacement des articles 3.3.7 et 3.3.8 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2002.

Prévention des risques liés à l'utilisation de l'ammoniac

9. Les installations de production de froid fonctionnant à l'ammoniac demeurent soumises aux prescriptions complémentaires du 24 septembre 2003.

Les échappements des dispositifs limiteurs de pression sont captés et collectés pour être émis en toiture. En l'absence de dispositif destiné à recueillir et neutraliser l'ammoniac, l'exploitant dispose d'une détection capable de l'avertir de toute émission (pressostat placé entre disque de rupture et soupape par exemple).

Solvants chlorés

10. Dans un délai maximum de 6 mois suivant la date de notification du présent arrêté, l'exploitant procède à la substitution de l'ensemble des substances chlorées mises en œuvre pour le dégraissage.